

Visions de l'Europe

Un rôle nouveau pour la France et l'Allemagne

Dialogue d'avenir franco-allemand*

» Le but principal de ce Dialogue d'avenir franco-allemand, mis en place en 2007, est de jeter une passerelle entre la génération de la réconciliation née après la guerre et celle qui a suivi, afin de préserver les relations entre l'Allemagne et la France, uniques dans leur genre dans le monde, et de leur donner un nouveau souffle.

Trois thèmes essentiels ont été abordés par la promotion 2014 : la question de la démocratie avec l'engagement des jeunes, l'ouverture de la coopération franco-allemande à de nouveaux partenaires et la recherche de convergences économiques pour le renforcement de la zone euro.

Jeunesse et démocratie

Caroline Ebner, Lionel Kapff, Katharina Kleine-Tebbe, Frédéric Krumbain, Myrina Meunier, Gabriel Richard-Molard, Blandine Sorbe

2014 aurait pu être une grande année pour la démocratie européenne – au lieu de cela, la distance entre les citoyens européens et leurs représentants

politiques est apparue plus clairement que jamais. Au mois de mai 2014, cent ans après le début de la Première Guerre mondiale et vingt-cinq ans après la chute du rideau de fer, les citoyens de l'Union européenne ont élu leur nouveau parlement. Pour la première fois, l'assemblée à élire allait disposer, grâce au traité de Lisbonne, de compétences considérablement élargies.

Mais 2014 n'a pas été une grande année pour la démocratie européenne : la majorité des citoyens ne s'est pas rendue aux urnes et beaucoup d'électeurs ont donné leur voix à des partis euro-sceptiques et ouvertement extrémistes.

Ce rejet croissant d'une Europe unifiée est extrêmement dangereux. Une démocratie ne peut

Eine eigene Vision von Europa

Mit dem Zukunftsdialog für Berufseinsteiger und Doktoranden soll eine Brücke zwischen der Versöhnungsgeneration der Nachkriegszeit und der jungen nachfolgenden Generation geschlagen werden, um die weltweit einzigartige Beziehung zwischen Deutschland und Frankreich zu wahren und neu zu beleben.

Auf Einladung der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), des *Institut français des relations internationales* (Ifri) und der Robert Bosch Stiftung haben junge Berufsan-

fänger und Doktoranden im Rahmen des 2007 gegründeten Zukunftsdialogs drei Positionspapiere erarbeitet, die ihre Vision vom künftigen Europa darstellen. Darin werden aktuelle europapolitische Fragestellungen behandelt: So geht es um die Frage, wie die EU demokratischer werden kann, indem sie junge Menschen stärker begeistert, um eine Öffnung der deutsch-französischen Zusammenarbeit sowie um eine Stärkung der Eurozone.

Weitere Informationen: www.zukunftsdialog.eu

* A l'invitation de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et de la Fondation Robert Bosch, de jeunes actifs et doctorants ont rédigé en 2014 des prises de position qui résument leur vision d'une future Europe.

pas fonctionner si ses élites politiques décident de l'avenir alors que les populations ont trop souvent le sentiment de ne pas avoir leur mot à dire – et n'essayent par conséquent même pas de le faire. Il faut montrer aux jeunes Européens quels avantages l'unité du continent peut leur apporter personnellement, avant tout en leur faisant vivre l'« Europe » au quotidien, c'est-à-dire à l'école, dans le cadre de formations ou d'un emploi. Ce n'est que si l'on parvient à faire naître une con-

Mit der Jugend sprechen

2014 hätte ein großes Jahr für die europäische Demokratie werden können – stattdessen zeigte sich die Distanz zwischen Europas Bürgern und seinen Politikern deutlich wie nie.

Hundert Jahre nach Ausbruch des Ersten Weltkriegs und 25 Jahre nach dem Fall des Eisernen Vorhangs stimmten die Bürger der Europäischen Union im Mai über ihr neues Parlament ab. Zum ersten Mal stand ein EU-Parlament zur Wahl, mit Befugnissen wie nie zuvor. 2014 ist aber kein großes Jahr für die europäische Demokratie geworden: Die Mehrheit der Bürger hat sich nicht an den Wahlen beteiligt und viele Wähler haben ihre Stimme euroskeptischen und populistischen Parteien gegeben.

Diese wachsende Ablehnung eines vereinten Europas ist brandgefährlich. Eine Demokratie kann nicht funktionieren, wenn ihre politischen Eliten über die Zukunft entscheiden, die Menschen aber zu oft das Gefühl haben, nicht mitreden zu können und es deshalb nicht einmal versuchen. Junge Menschen in Europa müssen erfahren, wie ein geeinter Kontinent ihr Leben positiv prägen kann. Ein zentrales Element ist dabei das Erleben von Europa im Alltag, also in der Schule, in der Ausbildung oder bei der Arbeit.

science européenne non seulement chez une génération d'étudiants « Erasmus » mais aussi dans toutes les couches de la société qu'un véritable sentiment d'appartenance européen pourra être créé. Pour rendre cela possible, deux éléments sont essentiels : un enseignement véritablement européen et davantage de mobilité pour les jeunes en Europe.

Premièrement, l'enseignement doit réserver une place nettement plus importante à l'Europe, à son histoire et au fonctionnement des institutions européennes. L'Europe devrait devenir l'objet de cours dans plusieurs matières. Il convient de développer un matériel pédagogique européen commun, notamment des manuels scolaires, pouvant être utilisé dans toute l'Europe. On pourrait envisager qu'un même manuel d'histoire européenne soit un jour utilisé dans toute l'Europe. Ce livre devrait offrir un récit commun et retracer l'histoire des valeurs et des traditions partagées.

Deuxièmement, les échanges au sein de l'Europe entre professeurs des écoles doivent être favorisés, par exemple grâce à l'organisation régulière de congrès européens d'enseignants.

Troisièmement, il faut rendre obligatoire un échange d'au moins quatre semaines entre écoliers du même âge issus de différents Etats membres ou d'un pays tiers européen. Sur ce point, l'UE doit offrir, en particulier aux écoliers socialement défavorisés, un soutien financier, des informations et une aide à l'organisation du séjour.

Quatrièmement, les écoles doivent informer davantage sur les possibilités d'étudier, de suivre une formation ou de travailler dans d'autres Etats de l'UE ou dans des pays tiers européens, pour encourager les élèves à voyager en Europe à l'issue de leur scolarité.

Cinquièmement, il faut créer un Office européen pour la jeunesse, sur le modèle de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

L'objectif est de donner plus de chances aux jeunes de trouver un emploi stable en leur permettant de vivre et d'acquérir de l'expérience professionnelle dans d'autres Etats européens, et de réduire ainsi durablement le chômage des jeunes, extrêmement élevé dans beaucoup de pays.

Certes, l'Union européenne a déjà mis en place une « garantie pour la jeunesse », qui invite les Etats membres à offrir aux jeunes dans les quatre mois suivant la perte d'un emploi ou la sortie du système scolaire un emploi de qualité, une formation complémentaire ou un poste de stagiaire

Empfehlungen

Erstens müssen Europa, seine Geschichte sowie die Funktionsweise der europäischen Institutionen deutlich mehr Raum im Unterricht bekommen. Europa sollte Gegenstand des Unterrichts in mehreren Fächern werden.

Zweitens soll der Austausch von Lehrern in Europa gefördert werden, beispielsweise durch regelmäßige europäische Lehrerkongresse.

Drittens soll ein Austausch von Schülern mit Gleichaltrigen aus anderen europäischen Ländern verpflichtend sein. Die Europäische Union muss hier insbesondere für sozial benachteiligte Jugendliche finanzielle Unterstützung, Information und organisatorische Hilfe anbieten.

Viertens sollen die Schulen stärker über Möglichkeiten informieren, in anderen Ländern Europas zu studieren, eine Ausbildung zu machen oder zu arbeiten, um dadurch Schüler zu ermutigen, nach ihrem Abschluss ins europäische Ausland zu gehen.

Fünftens soll ein Europäisches Jugendwerk nach dem Vorbild des Deutsch-Französischen Jugendwerks geschaffen werden.

Ziel ist es, durch Leben und Arbeitserfahrung in anderen europäischen Staaten jungen Menschen bessere Chancen auf eine dauerhafte Jobperspektive zu ermöglichen und damit die extrem hohe Jugendarbeitslosigkeit in vielen Ländern nachhaltig zu verringern.

ou d'apprenti. Mais cette initiative ne va pas assez loin car les moyens financiers qui lui sont consacrés restent insuffisants et sa transposition dans les différents Etats se fait selon des modalités très variées – bref, il ne s'agit pas d'une véritable mobilité européenne.

Or, une telle offre est particulièrement importante précisément pour les jeunes au chômage : ils doivent faire l'expérience concrète que l'Europe leur ouvre des perspectives. L'idéal serait de leur proposer trois possibilités : un stage, un service civil européen ou un emploi dans un autre Etat européen. Les besoins matériels essentiels du participant devraient être couverts par un financement de l'UE afin que personne ne soit exclu du programme à cause d'un manque de ressources. Il pa-

raît envisageable de fixer la durée de ce programme à trois mois au minimum et deux ans au maximum. Pour qu'un tel dispositif fonctionne et que les jeunes ne se sentent pas livrés à eux-mêmes dans un environnement culturel et social souvent inconnu, un cours de langue et un atelier sur les questions interculturelles doivent faire partie intégrante de l'offre. En outre, au cours du programme, un accompagnement et une prise en charge étroite par des interlocuteurs du pays d'accueil sont nécessaires. Si ces conditions sont remplies, une telle combinaison centrée sur le double objectif de favoriser la mobilité et de lutter contre le chômage peut avoir des retombées tout à fait positives sur l'émergence d'un sentiment d'appartenance européen.

Botschafter gemeinsamer Werte

Arbeitslose Jugendliche müssen konkret erleben, dass Europa ihnen eine Perspektive eröffnet. Ideal wären drei Vorschläge für Praktika, einen europäischen Zivildienst oder einen Job in einem anderen europäischen Staat. Die finanzielle Grundversorgung der Teilnehmer sollte durch eine EU-Förderung gewährleistet werden, sodass niemand aufgrund fehlender finanzieller Möglichkeiten vom Programm ausgeschlossen wird. Damit ein solches Angebot gelingen kann und

sich Jugendliche in einem oft neuen kulturellen und sozialen Umfeld nicht alleine gelassen fühlen, müssen mit dem entsprechenden Programm ein Sprachkurs und ein interkultureller Workshop verbunden sein. Nur wenn die junge Generation ihre historische Verantwortung in die Zukunft trägt, kann Europa gemeinsame Werte wie Weltoffenheit, Toleranz, Demokratie und Menschenrechte auch in der Welt vertreten.

Ouverture et compromis

Cécile Esch, Daniel Germann, Erik Haase, Jerome Kuchejda, Joris Lehnert, Cyriac Massué, Jan Rhein

L'Union européenne de 2015 ne ressemble plus à l'Europe de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) des années 1950. Pourtant, les deux mêmes principes sont restés au cœur de la pensée européenne: solidarité et ouverture au compromis.

Eine neue Strahlkraft

Wenn sich das deutsch-französische Tandem in der Diskussion ausgewählter Zukunftsthemen für neue Partner öffnet und seine Rolle als Vermittler eines gesamteuropäischen Interessenausgleichs annimmt, können neue europäische Projekte angestoßen und dem europäischen Solidaritätsgedanken neue Strahlkraft verliehen werden. Die Europäische Union des Jahres 2015 hat nicht mehr viel gemeinsam mit dem Europa der Montanunion der 1950er-Jahre. Doch zwei Prinzipien bilden heute wie damals den Kern des europäischen Gedankens: Solidarität und Kompromissbereitschaft. Im Zentrum dieser ersten europäischen Solidargemeinschaft standen mit Deutschland und Frankreich zwei Staaten, deren Versöhnungsprozess die Grundbedingung jeglicher europäischer Annäherung war. Ihr politisches und wirtschaftliches Gewicht und ihre historische Verantwortung, vor allem aber ihre Funktion als zwei Pole im europäischen Kompromissfindungsprozess machten die beiden Nachbarländer zum Motor der europäischen Einigung: Ein zwischen deutschen und französischen Interessen ausgehandelter Kompromiss erwies sich zumeist auch für die anderen Mitgliedsstaaten als tragfähig.

Si l'Union européenne veut apporter des réponses à des questions d'avenir aussi pressantes que l'approvisionnement en énergie ou la politique envers les réfugiés, elle doit redonner plus de vigueur à ces principes. Une responsabilité particulière incombe ici au couple franco-allemand, mais il ne peut s'acquitter à lui seul de cette tâche.

Au centre de cette première communauté solidaire européenne que représentait la CECA se trouvaient deux Etats, l'Allemagne et la France, dont le processus de réconciliation constituait la condition essentielle de tout rapprochement européen. Leur poids politique et économique ainsi que leur responsabilité historique, mais surtout leur fonction de pôles opposés dans le processus européen d'élaboration de compromis firent des deux pays voisins le moteur de l'unification européenne : un compromis respectant les intérêts français et allemands se révélait la plupart du temps acceptable aussi pour les autres Etats membres. Dans une Union à 28, les positions sont devenues plus hétérogènes. Les nouveaux membres apportent de nouvelles perspectives au processus de décision européen, le déplacement des frontières extérieures crée de nouveaux voisinages porteurs de défis inédits.

Des désaccords se manifestent plus fortement qu'autrefois entre les Etats membres, dont les intérêts diffèrent. Souvent, ces lignes de tension courent le long d'un axe Est-Ouest ou Nord-Sud. Les questions autour desquelles se cristallisent les tensions actuelles sont d'une part le conflit à propos d'une politique énergétique commune de l'Union, qui oppose essentiellement l'Est et l'Ouest, et d'autre part la politique d'asile européenne, caractérisée par un désaccord entre le Nord et le Sud. Dans ces deux domaines si importants pour l'avenir de l'Europe, l'Allemagne et la France ne parviennent plus à trouver de manière bilatérale un compromis reflétant les intérêts de tous les Etats membres. En ce qui concerne la politique énergétique, les points de vue des Etats membres orientaux s'avèrent trop unilatéraux. Des sensibilités particulières, souvent liées à l'histoire, caractérisent leurs positions, de même que des considérations de politique économique et de sécurité, qui, en raison de la crise en Ukraine, ont encore gagné en acuité. Les Etats membres du Sud se sentent pour leur part isolés et déplorent le manque de solidarité de leurs partenaires du Nord et de l'Est. A leurs yeux, ni la France, ni l'Allemagne ne représente correctement leurs intérêts.

Les efforts consentis par l'Union européenne pour renforcer sa capacité d'action dans des domaines clés s'accompagnent d'un paradoxe : s'il est

devenu de plus en plus manifeste ces dernières années que des compromis purement franco-allemands ne sont pas satisfaisants, beaucoup d'Etats membres considèrent toujours que la prééminence de l'Allemagne et de la France demeure le principe fondamental sur lequel repose le fonctionnement de l'Union et les attentes vis-à-vis du tandem franco-allemand restent élevées. Seuls les deux Etats voisins peuvent briser ce paradoxe, d'une part en assumant leur rôle de leader, et d'autre part en prenant eux-mêmes l'initiative d'ouvrir leurs forums de concertation bilatéraux.

Car ce n'est que si l'Allemagne et la France commencent à redéfinir, avec des partenaires de leur choix, dans le cadre de systèmes de coopération flexibles, les lignes directrices qui guideront les décisions centrales pour l'avenir de l'Europe,

qu'il sera possible de surmonter les blocages et d'insuffler une nouvelle dynamique au processus de décision européen.

Le tandem franco-allemand assumera ainsi une fonction qui lui garantira à l'avenir aussi une place stratégique dans le processus de concertation européen : l'Allemagne et la France auront à jouer une sorte de fonction charnière pour assurer l'équilibre entre les différents groupes d'intérêts rassemblant les Etats partenaires européens et faciliter l'émergence de compromis couvrant plusieurs domaines politiques.

Les questions de l'énergie et de la gestion des flux migratoires peuvent servir de champ d'expérimentation pour une nouvelle forme de coopération, placée sous l'égide de la France et de l'Allemagne et visant à trouver un équilibre à long

Neudefinition der eigenen Rolle

Kristallisationspunkte der Spannungen sind aktuell zum einen der Konflikt um eine gemeinsame Energiepolitik der Europäischen Union, der vor allem auf der Ost-West-Achse ausgetragen wird, und zum anderen die europäische Flüchtlingspolitik, die ein Dissens auf der Nord-Süd-Achse kennzeichnet. In beiden für die Zukunft der EU so wichtigen Themenfeldern gelingt es Deutschland und Frankreich nicht mehr, durch bilateral ausgehandelte Kompromisse die Interessen aller Mitgliedstaaten abzubilden.

Spezifische, oftmals historisch begründete Befindlichkeiten prägen diese Positionen ebenso wie konkrete wirtschafts- und sicherheitspolitische Überlegungen, die sich angesichts der Ukraine-Krise weiter zugespitzt haben. Die südlichen EU-Mitgliedstaaten andererseits fühlen sich in Fragen der Flüchtlingspolitik isoliert und beklagen die mangelnde Solidarität der Partnerstaaten im Norden und Osten. Sie sehen weder in Deutschland noch in Frankreich einen adäquaten Vertreter ihrer Interessen. Nur wenn beide Länder beginnen, gemeinsam mit ausgewählten Partnern im Rahmen flexibler Kooperationsformate die Leitlinien für europäische Zukunftsentscheidungen neu zu definieren, kann es gelingen, Blockaden zu überwinden und dem

europäischen Entscheidungsprozess neue Dynamik zu verleihen. In einer Art Scharnierfunktion obliegt es Deutschland und Frankreich, ein Gleichgewicht zwischen den unterschiedlichen Interessengruppen der europäischen Partnerstaaten sicherzustellen und einem politikfeldübergreifenden Interessenausgleich den Weg zu ebnet.

Gemeinsam mit Polen, als Vertreter der östlichen EU-Mitglieder mit einem besonderen Interesse an der Neuordnung seiner Energie-Infrastruktur, müssen Deutschland und Frankreich Eckpunkte einer europäischen Energieunion definieren, deren Konzept den Interessen und Sorgen der östlichen Mitgliedstaaten Rechnung trägt. Zugleich sollte unter Einbeziehung Italiens als Vertreter der südlichen Mitgliedstaaten eine Neuregelung der europäischen Flüchtlingspolitik auf den Weg gebracht werden. Durch Vermittlung Italiens können die südlichen EU-Mitgliedstaaten für eine Stärkung der Energiesolidarität in Europa gewonnen werden, während sich die östlichen Mitgliedstaaten im Gegenzug verpflichten, eine Reform der europäischen Asylpolitik mitzutragen. Deutschland und Frankreich kann es auf Grund ihrer gefestigten bilateralen Strukturen in einem engen Abstimmungsprozess gelingen, die eigene Rolle in Europa in diesem Sinne neu zu definieren.

terme entre les différents intérêts ainsi qu'à renforcer la solidarité européenne. En collaboration avec la Pologne, qui représenterait les Etats membres de l'Est et a un intérêt particulier à ce que son système d'approvisionnement en énergie soit réorganisé, l'Allemagne et la France doivent poser les bases d'une union énergétique européenne, dont le principe doit tenir compte des intérêts et inquiétudes des Etats membres de l'Est.

Parallèlement, il conviendrait d'entamer une révision de la politique européenne envers les réfugiés, en associant à ce travail l'Italie, en tant que représentant des Etats membres du sud. La mission de l'Allemagne et de la France pour l'avenir est avant tout, outre de prendre conscience de leur responsabilité individuelle, de faire avancer les choses dans ces domaines en élaborant un compromis liant les deux questions : par l'intermédiaire de l'Italie, les Etats membres méridionaux peuvent être convaincus de renforcer la solidarité énergétique en Europe (par exemple, via des achats de gaz en commun), tandis que les Etats membres de l'Est s'engageraient en retour à soutenir une réforme de la politique d'asile européenne – notamment par l'introduction d'un système de quotas. Grâce aux structures bilatérales solides dont elles disposent, l'Allemagne et la France peuvent réussir à redéfinir en ce sens leur propre rôle en Europe.

Pour une plus grande convergence des économies

Anaëlle Chaperon, Martin Herzer, Kornelia Jakob, Patrick Lunz, Simone Mitterhuber, Mélanie Voin

Depuis 2003, l'écart entre l'Allemagne et la France s'est creusé de manière préoccupante sur le plan économique, ce qui a mis à mal la relation de confiance entre les partenaires : la France perçoit son voisin comme un donneur de leçon, tandis que l'Allemagne regarde avec beaucoup d'inquiétude « l'homme malade de l'Europe », qui donne l'impression d'être politiquement paralysé.

Les conséquences de la crise de confiance se font ressentir dans toute la zone euro : les groupements populistes se renforcent et, faute d'un moteur franco-allemand, la dynamique d'intégration européenne est ralentie. Pourtant, dans le contexte

de la crise économique mondiale, l'euro a protégé la France de secousses encore plus violentes. La véritable cause de ses difficultés est le retard pris dans l'adoption de réformes, repoussées depuis une décennie. L'Allemagne quant à elle ne doit pas se reposer sur ses succès actuels mais se confronter dès aujourd'hui aux défis à venir, tels que ceux de la transition démographique et du renouvellement des infrastructures.

Miteinander statt übereinander

Deutschland und Frankreich haben gleichermaßen versäumt, öffentlich Verständnis für die wirtschaftlichen Probleme und Belange des Nachbarn zu zeigen. Sie haben damit populistisches Gedankengut genährt und den euroskeptischen Parteien den Weg geebnet.

Eine Stabilisierung der Eurozone hängt vor allem von einer Stärkung der Wirtschaftskonvergenz zwischen Deutschland und Frankreich ab: beide Länder müssen gemeinsam Ideen entwickeln und wieder mehr miteinander, statt übereinander reden.

L'Allemagne et la France ont toutes deux manqué l'occasion de témoigner officiellement de la compréhension à l'égard des problèmes économiques et des intérêts de leur voisin. Elles ont ainsi nourri les idéologies populistes et ouvert la voie aux partis eurosceptiques. Il est nécessaire que les deux pays signalent plus clairement que ce n'est qu'ensemble qu'il sera possible de s'engager vers la sortie de la crise : la stabilisation de la zone euro dépend essentiellement d'un renforcement de la convergence des économies allemande et française. L'Allemagne et la France doivent à nouveau parler l'une avec l'autre et non plus l'une de l'autre et imaginer ensemble des solutions.

Si la Commission européenne lançait une procédure de sanction à l'encontre de la France, elle ne saurait être que contre-productive. Elle a pris la bonne décision en accordant à la France plus de temps pour adopter des réformes. Sur ce point, l'Allemagne doit soutenir la France, compte tenu de la situation économique et politique particulière de son voisin. Il ne s'agit pas pour autant de prouver l'absurdité des critères de Maastricht ou de créer de nouvelles règles, mais d'interpréter avec

plus de souplesse les règles existantes pour mieux prendre en compte la situation économique.

De plus, la formation de nouvelles générations qualifiées, plurilingues et ouvertes à d'autres cultures apparaît comme un projet d'avenir majeur de l'Union européenne, qui doit continuer à bénéficier de financements solides. L'actuel taux de chômage des jeunes en Europe est un grand danger pour la démocratie. Tout en approuvant la règle des 3 %, nous estimons que lors de l'évaluation du déficit budgétaire annuel, il conviendra à l'avenir de tenir compte spécifiquement des dépenses consacrées aux domaines de l'éducation et de la recherche, ainsi qu'à la lutte contre le chômage des jeunes.

Nous plaçons pour que l'Allemagne (via des mesures ciblées visant à promouvoir la demande intérieure et les investissements) et la France (grâce à des réformes structurelles favorables à la concurrence) insufflent une nouvelle dynamique à toute la zone euro. L'Allemagne doit investir davantage dans les infrastructures et utiliser de potentielles marges de manœuvre pour augmenter les salaires. Des débats sur un nouveau modèle de croissance qui offre plus de souplesse pour les entreprises tout en garantissant la sécurité aux travailleurs doivent être menés. De même, il faut transformer l'Etat pour le rendre moins pléthorique et plus efficace. Et l'Allemagne ne doit pas s'endormir sur ses lauriers bien que sa situation économique actuelle soit stable.

Für eine Verstärkung der Wirtschaftskonvergenz

Seit dem Jahr 2003 sind die Auswirkungen der Vertrauenskrise zwischen Deutschland und Frankreich in der gesamten Eurozone zu spüren. Vermehrt behaupten französische Medien, Vertreter der Zivilgesellschaft, und vereinzelt auch französische Politiker, dass der Euro an der schwierigen Lage Frankreichs schuld sei. Das ist falsch. Der Euro hat Frankreich in der globalen Wirtschaftskrise vor noch schwereren Verwerfungen geschützt. Verantwortlich hingegen ist ein Jahrzehnt aufgeschobener Reformen. Doch auch Deutschland darf sich nicht auf den derzeitigen Erfolgen ausruhen, sondern muss sich schon heute den kommenden Herausforderungen wie dem demographischen Wandel und der Erneuerung der Infrastruktur stellen.

Die Europäische Kommission habe richtig gehandelt, als sie Frankreich mehr Zeit für Reformen einräumte. Dabei könne es nicht darum gehen, die Maastricht-Kriterien *ad absurdum* zu führen oder neue Regeln zu schaffen. Jedoch sollten die bestehenden Regeln flexibler interpretiert werden, um der derzeitigen Wirtschaftslage besser gerecht zu werden.

Für die Autoren des Positionspapiers bedeutet die Ausbildung von qualifizierten, mehrspra-

chigen und weltoffenen Nachwuchskräften ein wichtiges Zukunftsprojekt der Europäischen Union, dem man den finanziellen Boden nicht entziehen darf. Die Jugendarbeitslosigkeit in Europa stelle eine große Gefahr für die Demokratie dar. Das von einigen geforderte Ende der Einheitswährung hingegen würde Europa wirtschaftspolitisch um Jahrzehnte zurückwerfen. Schließlich würde eine verstärkte Wirtschafts-



konvergenz zwischen den beiden Ländern das Tandem wieder auf eine Vertrauensebene zurückheben, die sich positiv auf neue europäische Projekte, beispielsweise im Steuer- oder Energiebereich, auswirken würde.

Daher plädieren die Autoren dafür, dass Deutschland durch eine gezielte Förderung von Binnen- nachfrage und Investitionen, und Frankreich durch wettbewerbsfördernde Strukturreformen neue Impulse für die gesamte Eurozone setzen. Diskussionen über ein neues Wachstumsmodell, das mehr Flexibilität für Unternehmen mit Sicherheit für Arbeitnehmer verbindet, sind ebenso nötig, wie die Entwicklung hin zu einem schlankeren und effektiveren Staat. Deutschland dürfe sich trotz der derzeitigen stabilen Wirtschaftslage nicht auf seinen Lorbeeren ausruhen.